MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 46 (2026)

Faits saillants

- Région : des réserves pétrolières partagées en 2027 ?
- Thaïlande : nouveau cadre réglementaire sur l'installation de centres de données
- Vietnam : un PIB par habitant supérieur à celui de l'Indonésie dès 2026, selon le FMI

LE CHIFFRE À RETENIR

500 M USD

Montant visé par le fonds SPIRE Asia pour l'adaptation climatique en Asie du Sud-Est

Régions

L'essor de l'IA soutient l'intégration économique entre l'ASEAN, la Chine, le Japon et la Corée du Sud

Dans un entretien publié le 10 novembre par Nikkei Asia, Yasuto Watanabe, directeur de l'Office de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (AMRO), estime que l'essor de l'IA accélère l'intégration régionale par les échanges et les investissements. Les biens liés à l'IA ont représenté plus des deux tiers de la croissance des exportations de marchandises de l'ASEAN+3 (Asie du Sud Est, Corée du Sud, Chine, Hong Kong, Japon) au premier semestre 2026. Cette dynamique mobilise les chaînes de valeur des semi-conducteurs et de l'électronique, notamment en Malaisie, à Singapour et au Vietnam, ainsi que les investissements dans les centres de données en Malaisie, en Thaïlande et en Indonésie. L'AMRO prévoit une croissance régionale de 4,1 % en 2026 et en 2027, relevant sa prévision pour 2027 de 0,1 point grâce aux exportations et aux investissements liés à l'IA. Selon son directeur, cette intégration repose principalement sur les entreprises, dont les intérêts commerciaux favorisent les coopérations malgré les tensions diplomatiques. Cette dépendance technologique constitue toutefois une vulnérabilité : une correction des investissements dans l'IA pourrait provoquer des sorties de capitaux et durcir les conditions financières.

L'ASEAN prépare un mécanisme de réserves pétrolières partagées dès 2027

Plusieurs pays de l'ASEAN préparent, selon Reuters, un mécanisme de stockage partagé de produits pétroliers, opérationnel dès 2027. Dans un premier temps, les Philippines pourraient acheter, en cas d'urgence, de l'essence et du diesel stockés en Indonésie et en Thaïlande. Des entreprises affiliées à la compagnie publique philippine PNOC devraient signer des lettres d'intention avec les opérateurs de stockage le 14 novembre. Le dispositif reposerait sur un système de « tickets » : les participants paieraient à l'avance pour disposer d'un droit d'achat sur un volume déterminé de carburants. Pilotée par l'Institut de recherche économique pour l'ASEAN et l'Asie orientale (ERIA) et soutenue par le Japon, l'initiative vise à limiter les risques de rupture d'approvisionnement. Le Laos et le Timor oriental envisagent également d'y participer.

L'ASEAN prévoit de signer son accord-cadre sur l'économie numérique le 14 novembre

Les autorités philippines ont annoncé le 11 novembre que l'accord-cadre sur l'économie numérique de l'ASEAN (DEFA) serait signé le 14 novembre, à l'occasion des réunions de Manille. Les négociations, achevées le 29 mai 2026, ont abouti au premier accord régional de l'ASEAN consacré à l'ensemble de l'économie numérique. Il prévoit des règles communes pour faciliter le commerce numérique, les paiements et les transactions électroniques, soutenir les flux transfrontaliers de données dans un cadre de confiance et renforcer la protection des consommateurs. Il couvre également l'IA et la protection du code source. En réduisant la fragmentation réglementaire, l'accord doit faciliter l'accès des entreprises, notamment des PME, aux marchés voisins. Selon le secrétariat de l'ASEAN, sa mise en œuvre pourrait porter l'économie numérique régionale à 2 000 Md USD d'ici 2030.

Indonésie

Menace de déclassement par le fournisseur d'indices MSCI : la roupie au plus bas, la bourse de Jakarta resserre ses exigences

Le 12 novembre, la roupie indonésienne (IDR) est tombée à 18 204 IDR/USD, son plus bas historique. En recul de près de 8 % depuis janvier, elle enregistre la plus mauvaise performance d'Asie. Elle pâtit de l'appréciation du dollar (USD), nourrie par l'anticipation d'une hausse des taux de la FED en décembre, et de la défiance des investisseurs depuis que MSCI a proposé en octobre de retirer à l'Indonésie son statut de marché émergent. Lors de sa revue de novembre, MSCI a en outre retiré l'entreprise Barito Pacific de son indice principal et relégué Bumi Resources Minerals dans celui des petites capitalisations, dont sept autres titres indonésiens ont été exclus. Pour répondre aux critiques adressées par MSCI, l'Indonesia Stock Exchange (IDX) multiplie les annonces. Elle retirera de son

indice composite (JCI), dès le 13 novembre, 300 titres supplémentaires dont le capital est concentré, soit environ 6 % de la capitalisation de l'indice, portant à 383 le nombre de titres visés depuis fin octobre. Selon les analystes, cette mesure pourrait accroître la volatilité du JCI dans un premier temps mais devrait améliorer, à terme, la transparence du marché. Elle a par ailleurs élargi les critères qui servent à désigner les titres à exclure de l'indice.

Plan de relance : Jakarta débloque 1,7 Md USD face au ralentissement de la consommation

Pour soutenir le pouvoir d'achat pendant les fêtes de fin d'année, le gouvernement indonésien a annoncé un plan de relance d'environ 1,7 Md USD. C'est le troisième de l'année, après ceux de février (0,7 Md USD) et de juin (1,4 Md USD). Il repose, entre autres, sur une aide alimentaire de 10 kg de riz par mois pour 33,2 millions de familles modestes (1,0 Md USD), sur une subvention salariale de 900 000 IDR pour 13,3 millions de travailleurs (0,7 Md USD), ainsi que sur des réductions pour les transports publics. Ces plans successifs s'inscrivent dans un contexte d'érosion du pouvoir d'achat. Malgré une croissance de 5,47 % au troisième trimestre, la consommation des ménages a ralenti, progressant de 5,04 % en glissement annuel, tandis que sa part dans le PIB (51,97 %) est tombée à son plus bas niveau depuis 2022. L'emploi informel progresse : il concerne près de 58 % des actifs selon l'*Agence statistique indonésienne* (BPS), un niveau toutefois estimé à 80 % selon l'Organisation internationale du travail (OIT) et la Banque mondiale (BM). Selon le think tank *CORE Indonesia*, l'effet du plan restera limité. Il ne pèse que 0,1 % du PIB et n'ajouterait que 0,1 à 0,2 point de croissance au quatrième trimestre. Il exclut par ailleurs les travailleurs du secteur informel du dispositif de subvention salariale.

Organisée par l'antenne londonienne du Centre de promotion des investissements de l'Indonésie (IIPC), cette édition de l'Indonesia Investment Forum mobilise 385 M USD d'investissements dans les technologies et l'industrie

Ce 5 novembre, l'événement s'est tenu à Londres en présence de Rosan Roeslani, ministre de l'Investissement et de l'industrie aval, de Suahasil Nazara, ministre des Finances (MoF), et de Destry Damayanti, Gouverneure de la banque centrale indonésienne Bank Indonesia (BI). Il a permis de recueillir 385,1 M USD d'engagements principalement dans l'intelligence artificielle (IA) et l'industrie. La société d'investissement basée à Londres Titanium Capital a remis une lettre d'intention au ministère de l'Investissement et de l'industrie aval relative à un investissement de 252 M USD dans la transformation de l'étain. L'entreprise néerlandaise spécialisée dans les semi-conducteurs Axelera AI construira avec KITB, le gestionnaire public de la zone économique spéciale de Batang, un centre de données dédié à l'intelligence artificielle pour un montant de 56 M USD. Enfin, le britannique BlackInk Co-operation installera une unité d'assemblage d'engins de chantier dans le parc industriel de Pulogadung, à Jakarta, pour 77 M USD.

Malaisie

Selon la Banque mondiale, les PME accèdent au crédit mais peinent à financer leurs investissements productifs

Dans son rapport d'octobre sur la Malaisie, la Banque mondiale a relevé sa prévision de croissance à 5,1 % en 2026 (+0,7 pp.). Son volet thématique est consacré au financement des petites et moyennes entreprises (PME), qui constituent l'essentiel du tissu économique du pays (96,2 %) et dont la capacité d'investissement conditionne la croissance de long terme. Bien que l'accès au crédit demeure large (37,9 % des entreprises détiennent un prêt, 86 % des demandes sont approuvées), les PME obtiennent une part sensiblement plus faible des montants demandés que les grandes : 48 % contre 74 % en 2025. L'enjeu n'est donc plus tant l'accès au crédit que l'adéquation du financement à l'investissement productif. Lorsqu'une garantie est exigée, les banques retiennent surtout le foncier et l'immobilier, ce qui pénalise les PME dont les actifs sont principalement mobiliers (équipements, stocks, créances) ou immatériels (technologie, innovation). En conséquence, les PME malaisiennes s'appuient largement sur l'autofinancement, qui couvre 65 % de leurs investissements en capital fixe, et tendent à investir dans la limite de leurs bénéfices. La Banque mondiale recommande donc d'instaurer un registre unique des garanties mobilières afin de permettre aux PME de les mobiliser comme garantie, de publier chaque année un bilan du financement public des PME, et de tester à petite échelle de nouveaux outils, comme des garanties fondées sur la technologie.

Les échanges commerciaux avec les BRICS progressent de 20 % au S1 2026

Selon le département des statistiques malaisien (DOSM), les échanges commerciaux de la Malaisie avec les pays membres des BRICS ont atteint environ 118,8 Md USD au premier semestre 2026, soit +20 % sur un an. Les importations (74 Md USD, +21,7 %) progressent plus vite que les exportations (44,8 Md USD, +17,4 %), ce qui se traduit par un déficit commercial d'environ 29,2 Md USD vis-à-vis du groupe. La Chine (1er partenaire commercial de la Malaisie), l'Indonésie et l'Inde concentrent 90,3 % de ces échanges. En 2025, le commerce avec les BRICS s'élevait à environ 209 Md USD, soit 27,7 % du commerce total du pays. La Malaisie, partenaire des BRICS, y voit un moyen de diversifier ses débouchés, notamment vers des marchés sans accord de libre-échange (Brésil, Russie, Afrique du Sud, Egypte), d'attirer des investissements dans les semi-conducteurs et l'IA et de développer l'usage des monnaies locales.

SoftBank, Grab et PETROS prévoient d'investir 1,85 Md USD pour des infrastructures d'IA

Le groupe japonais SoftBank et la plateforme numérique singapourienne Grab ont signé le 9 novembre, avec PETROS, la compagnie pétrolière de l'Etat de Sarawak, des accords de développement afin d'investir 1,85 Md USD dans la construction de centres de données dédiés à l'IA en Malaisie. Le programme vise à terme au moins 5 GW de capacité de calcul. Deux projets sont prévus : à Sarawak (1 Md USD), mené par SoftBank et PETROS pour l'énergie, et en Malaisie péninsulaire (850 M USD), mené par Grab. Les installations devront notamment utiliser des équipements à haute efficacité, afin de réduire la consommation d'eau et la dépendance au réseau électrique local. Les partenaires envisagent également de se positionner sur d'autres segments de la chaîne de valeur de l'IA tels que les technologies avancées, la robotique et la formation de la main-d'œuvre locale. Ces accords s'inscrivent dans la stratégie nationale AI Nation 2030, qui ambitionne de hisser le pays dans le top 10 mondial du Global AI Index, et dans la volonté du Sarawak de diversifier son économie au-delà des hydrocarbures.

Singapour

Singapour lance SPIRE Asia pour financer l'adaptation climatique en Asie du Sud-Est

Singapour a lancé le 10 novembre, lors de la COP31 à Antalya, le programme SPIRE Asia, destiné à mobiliser des investissements pour renforcer la résilience climatique des systèmes agroalimentaires d'Asie du Sud-Est. L'initiative prévoit notamment un fonds de financement mixte d'une taille cible pouvant atteindre 500 M USD (env. 451 M EUR). Elle répond aux difficultés de financement des projets d'adaptation, souvent trop petits, insuffisamment avancés ou dépourvus des données nécessaires pour attirer les investisseurs. Le dispositif repose sur trois piliers complémentaires : une plateforme de données climatiques, agricoles et financières pour identifier les risques et les opportunités ; un mécanisme d'accompagnement pour développer et regrouper les projets ; et le fonds, qui utilisera des capitaux catalytiques pour réduire certains risques et attirer les financements commerciaux. Développé par le secrétariat national au changement climatique, la MAS et Enterprise Singapore, en partenariat avec Temasek Trust, le programme sera piloté par un comité présidé par Ravi Menon, ambassadeur de Singapour pour l'action climatique. Il doit également faciliter le déploiement régional des solutions des entreprises agrotechnologiques et des acteurs financiers singapouriens.

Singapour sous pression face aux soupçons de détournement de puces Nvidia vers la Chine

Selon une enquête du Financial Times publiée le 11 novembre, Singapour occupe une place centrale dans les circuits d'approvisionnement des entreprises chinoises en processeurs américains pour l'IA. Sur l'exercice 2025, la cité-État représentait 18 % du chiffre d'affaires de Nvidia selon l'adresse de facturation, contre 2 % pour les puces effectivement livrées sur son territoire. Ce décalage reflète notamment les commandes passées par les bureaux singapouriens d'entreprises asiatiques pour des livraisons à l'étranger. Le cas de Megaspeed – entreprise basée à Singapour et liée au scandale impliquant l'ancien PDG de Nvidia, Jensen Huang – illustre cette fonction d'intermédiation : son bilan est passé de 33 M USD (env. 30 M EUR) en 2023 à 3 Md USD (env. 2,7 Md EUR) en 2024, Alibaba devenant son principal client pour ses services de calcul en Asie du Sud-Est. Les autorités américaines enquêtent sur de possibles détournements de puces vers la Chine, tandis que la police singapourienne mène également des investigations. Megaspeed conteste toute infraction. Ces affaires accroissent la pression exercée sur Singapour pour surveiller les intermédiaires et les destinations finales des équipements, dans un contexte de restrictions américaines sur l'accès chinois aux technologies avancées.

Singapore Airlines : rentabilité fortementpénalisée par la hausse du carburant au S1, malgré un chiffre d'affaires record

Singapore Airlines a annoncé le 11 novembre un bénéfice net de 134 M SGD (env. 95 M EUR) pour le premier semestre de l'exercice 2026-2027, clos le 30 septembre, en baisse de 43,9 % sur un an. Le chiffre d'affaires atteint pourtant un record de 11,3 Md SGD (env. 7,9 Md EUR ; +16,8 %), porté par le trafic et la hausse des recettes unitaires du transport de passagers et de fret. En effet cette croissance ne compense pas l'alourdissement de la facture nette de carburant, qui augmente de 56 %, à près de 4 Md SGD (env. 2,8 Md EUR). Le bénéfice opérationnel recule ainsi de 29,1 %, à 569 M SGD (env. 400 M EUR). Ce fort recul est toutefois lié au début d'année, le deuxième trimestre marquant au contraireune nette amélioration : le bénéfice net atteint 210 M SGD (env. 147 M EUR), contre 52 M SGD (env. 36 M EUR) un an auparavant.

Singapour ouvre un service officiel de conservation d'or d'une capacité de 500 tonnes

L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a lancé le 10 novembre un service de conservation d'or phyisque destiné aux banques centrales étrangères et aux entités souveraines. Les réserves seront entreposées dans un coffre national d'une capacité de 500 tonnes. La MAS indique ainsi proposer une option de diversification, alors qu'une enquête de la banque singapourienne DBS publiée mercredi trouve qu'un quart des banques centrales interrogées étudent activement les possibilités de stockage en Asie. Pour renforcer sa place dans le commerce de l'or, Singapour prévoit d'exonérer de taxe sur les biens et services (GST) certains services du marché de gros dès avril 2027. Un système de compensation des transactions de gré à gré doit démarrer au premier trimestre 2027. A ces trois annonces devraient s'ajouter de nouveaux produits financiés lies à l'or. Ces quatres axes avaient été listés en début d'année par la MAS et la Singapore Bullion Market Association, dans le but d'élever la cité-Etat au rang de plateforme d'échange majeure sur le marché de l'or. Singapour souhaite en effet tirer parti du déficit d'infrastructure sur le marché de l'or dans la région, alors que l'Asie représente 70% de la demande mondiale de détail pour l'or physique.

Vietnam

Le Vietnam pourrait dépasser l'Indonésie en PIB par habitant dès 2026

Selon les prévisions du FMI, le Vietnam devrait dépasser l'Indonésie en PIB nominal par habitant en 2026, avec 5 259 USD contre 5 153 USD, passant ainsi de la 6e à la 5e place de l'ASEAN. En 2025, cet indicateur était estimé à 4 829 USD pour le Vietnam, contre environ 5 078 USD pour l'Indonésie. Cette évolution reflète le dynamisme de l'économie vietnamienne, soutenue notamment par une hausse de 19,8 % des décaissements d'investissements publics, une progression de 13,1 % des IDE réalisés (24,1 Md USD) et une augmentation de 27,5 % des exportations (499,2 Md USD) sur les 10 premiers mois de l'année. Le Vietnam bénéficie également de la relocalisation d'activités industrielles depuis la Chine, notamment dans l'électronique et les semi-conducteurs, avec l'expansion de groupes comme Foxconn et Samsung. Hanoï vise une croissance d'au moins 10 % en 2026 et un PIB par habitant de 8 500 USD d'ici 2030.

Le Vietnam renforce la surveillance contre le blanchiment d'argent dès décembre 2026

À compter du 1er décembre 2026, une nouvelle réglementation de la Banque d'État du Vietnam (circulaire n°57/2026/TT-NHNN du 30 octobre) renforcera la surveillance des établissements relevant de sa compétence dans les domaines monétaire et bancaire – notamment les banques, les établissements de crédit, les prestataires de services de paiement et les organismes de transfert de fonds et de change concernés – en matière de lutte contre le blanchiment. Le dispositif repose sur trois axes : (i) une évaluation des risques tenant compte notamment de la taille des établissements, de leur clientèle et de leurs activités ; (ii) un renforcement des contrôles à distance et des inspections sur place en fonction du niveau de risque ; et (iii) la possibilité pour les autorités d'adresser des avertissements, de demander des explications et d'exiger des mesures correctives. Cette réforme vise à améliorer la détection des risques de blanchiment et à renforcer le respect des obligations en matière de prévention des flux financiers illicites. Elle s'inscrit dans le cadre des efforts du Vietnam pour renforcer la transparence de son système bancaire et se conformer aux normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, notamment dans le contexte du suivi renforcé du pays par le GAFI (Groupe d'action financière).

Une visite de Tô Lâm au Japon sous le prisme de l'énergie, des semi-conducteurs et de la formation

Lors de la visite officielle de To Lam, secrétaire général et président du Vietnam, au Japon du 8 au 11 novembre, les deux pays ont adopté une déclaration de vision commune et signé 11 documents de coopération. Parmi eux figurent un prêt de la JICA pour la centrale à gaz d'O Mon 3, un prêt d'APD pour l'Université Vietnam-Japon, un protocole d'accord sur le nucléaire civil (introduction des SMR à partir de 2040), ainsi que des textes sur la recherche en IA, la politique maritime, l'environnement et l'examen accéléré des brevets. La déclaration prévoit en outre la mise en œuvre rapide de 15 projets énergétiques dans le cadre de l'AZEC (Asia Zero Emission Community) et la formation d'environ 250 docteurs en semi-conducteurs. Premier bailleur bilatéral et troisième investisseur au Vietnam, le Japon voit avec cette déclaration s'ouvrir de nouvelles perspectives pour une relation économique déjà dense (51,4 Md USD d'échanges en 2025) dans des domaines jugés prioritaires par le Vietnam.

Thaïlande

Nouveau cadre réglementaire sur l'installation de centres de données

Le Conseil des ministres thaïlandais a approuvé le 10 novembre 2026 un nouveau cadre réglementaire sur les installations de centres de données, après avoir suspendu les projets en cours en septembre 2026. Les projets de centres de données seront classés en sept catégories selon leur puissance électrique : les projets de 20 MW et plus devant s'implanter en zones industrielles, les autres pouvant l'être en zones commerciales. Un comité de sélection filtrera les demandes, afin de limiter les réservations spéculatives de capacité électrique. Les nouveaux projets seront jugés au regard de leur contribution à l'emploi local et à la formation de la main-d'œuvre, de leur recours à des fournisseurs locaux et de leur utilisation d'énergie renouvelable. Un code de bonnes pratiques environnementales fixera des limites de bruit (70 dB), de rejet de chaleur (1-2 °C) et de gestion de l'eau.

La Thaïlande classée 43e économie, 4e en ASEAN, au World Digital and AI Ranking de l'IMD

La Thaïlande est classée 43e économie sur 70 (-5 places) au *World Digital and AI Ranking 2026* de l'IMD, derrière le Kazakhstan et la Slovénie, et devant Puerto Rico et le Chili. Le pays est également classé 4e au sein de l'ASEAN et 7e parmi les pays à revenu par habitant inférieur à 20 k USD. L'édition 2026 de ce classement comprend deux nouvelles catégories d'indicateurs centrées sur l'IA, « Gouvernance » et « Valeurs/Confiance », où la Thaïlande sous-performe, classée respectivement 55e et 47e. La Thaïlande surperforme toujours dans la catégorie « technologie et infrastructure », classée 23e, derrière la Malaisie et devant l'Italie. Parmi les forces de la Thaïlande, l'investissement dans les télécommunications (9e) ou le nombre de robots utilisés dans l'éducation et la R&D (12e) sont notables. À l'inverse, le pays sous-performe nettement dans la part des emplois scientifiques et techniques dans l'emploi total (59e) et la réglementation en matière de respect de la vie privée (61e).

Philippines

La croissance ralentit à 2,1 % au troisième trimestre 2026, son plus faible niveau depuis la pandémie

La croissance du PIB a ralenti à 2,1 % au troisième trimestre 2026, contre 2,4 % au trimestre précédent et 4,0 % un an auparavant, enregistrant sa plus faible progression depuis 2009 hors pandémie. Sur les neuf premiers mois de l'année, la croissance atteint 2,5 %, bien en deçà de l'objectif gouvernemental de 3,5 à 4,5 % pour 2026. Ce ralentissement s'explique principalement par l'essoufflement de la consommation des ménages (+2,4 %, contre +2,9 % au T2), pénalisée par la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires, ainsi que par la faiblesse de l'investissement (–0,2 %). La construction publique poursuit son recul pour le sixième trimestre consécutif, notamment en raison des retards d'exécution des projets d'infrastructures liés aux enquêtes sur les irrégularités dans les marchés publics. Du côté de l'offre, les services progressent de 3,7 %, tandis que l'agriculture se contracte de 4,8 % et que l'industrie stagne (0,0 %). Les exportations constituent néanmoins un facteur de soutien (+8,6 %), portées notamment par les produits électroniques (+19,4 %). Selon le ministère de l'Économie et de la Planification (DepDev), la croissance devrait atteindre 6,3 % au dernier trimestre pour respecter la borne basse de l'objectif annuel.

Le gouvernement annonce la suspension des importations de viande porcine pendant 60 jours pour protéger les producteurs locaux

Le ministère philippin de l'Agriculture (DA) a annoncé, le 9 novembre 2026, la suspension pendant 60 jours des importations de certaines catégories de viande porcine, notamment les carcasses, jambons, épaules et abats, afin de soutenir la filière nationale. Cette mesure de sauvegarde, adoptée dans le cadre du *Safeguard Measures Act* (RA 8800), intervient après une hausse de 41,8 % des importations entre 2023 et 2025, à 836 240 tonnes. Selon le DA, la concurrence des importations, conjuguée aux conséquences persistantes de la peste porcine africaine, a entraîné 27,9 Md PHP de pertes pour les éleveurs entre janvier et juillet 2026. La suspension, susceptible d'être prolongée, vise à redresser les prix à la production. Les industriels de la transformation alertent toutefois sur les risques de pénuries de matières premières et de hausse des prix à la consommation, particulièrement à l'approche des fêtes de fin d'année.

Les réserves de change reculent à leur plus bas niveau depuis quatre ans, à 97,4 Md USD

Les réserves internationales brutes (GIR) ont atteint 97,4 Md USD fin octobre 2026, leur plus bas niveau depuis décembre 2022, en recul de 2,1 % par rapport à septembre (99,5 Md USD) et de 11,7 % en glissement annuel (110,2 Md USD). Cette contraction s'explique notamment par les interventions de la BSP sur le marché des changes pour limiter la dépréciation du peso, la diminution de la valeur des réserves en or et les retraits de devises du gouvernement destinés au remboursement de sa dette extérieure. Depuis leur pic de février 2026 (113,3 Md USD), les réserves ont diminué de 14,1 %. Malgré cette baisse, leur niveau demeure suffisant pour couvrir 6,1 mois d'importations de biens et de services, contre 7,3 mois un an auparavant, soit leur plus faible couverture depuis octobre 2008. Elles représentent également 3,1 fois la dette extérieure à court terme. Cette diminution des réserves intervient dans un contexte de dépréciation du peso et de pressions persistantes sur les comptes extérieurs du pays.

Cambodge

Les investissements reculent d'un tiers sur dix mois

Selon le Conseil pour le développement du Cambodge (CDC), 419 projets d'investissement ont été approuvés entre janvier et octobre 2026, pour un montant total de 6,16 Md USD. Ils devraient créer environ 236 000 emplois. L'industrie reste le principal moteur, devant l'agriculture, le tourisme et les infrastructures. Ces chiffres marquent toutefois un net ralentissement par rapport à 2025. Sur la même période, 575 projets avaient été approuvés pour 9,2 Md USD. Le recul est donc d'environ 33 % en valeur et d'environ 27 % en nombre de projets. Cependant, le recul s'explique en partie par un effet de base, l'année 2025 avait été exceptionnelle, avec environ 10 Md USD d'investissements approuvés, avec une hausse record de 45 % par rapport à 2024. La Chine représentait près de la moitié des capitaux engagés. Le ministère du Commerce attribue l'attractivité du pays à son réseau d'accords commerciaux, notamment le RCEP et les accords de libre-échange bilatéraux avec la Chine, la Corée du Sud et les Émirats arabes unis.

Le commerce extérieur pilier de la croissance, pas la construction

Le commerce extérieur cambodgien reste dynamique. Selon la direction générale des douanes, les exportations ont progressé de 20,4 % g.a. sur les dix premiers mois de 2026, à 30 Md USD, portées par le rebond de l'habillement et de la chaussure ainsi que par l'électronique et les pièces automobiles. Le port autonome de Phnom Penh (PAPP) en témoigne : il a traité 590 155 EVP sur la même période, soit une hausse de 20,9 % g.a. Les États-Unis restent le premier marché, devant le Vietnam, la Chine, le Japon et l'Espagne. Les importations progressent à un rythme comparable (+21,2 %, à 33,5 Md USD), ce qui porte le déficit commercial à environ 3,5 Md USD. La construction, en revanche, marque le pas. Selon le cabinet APS, seuls 22 nouveaux chantiers d'immeubles ont démarré à Phnom Penh en 2026, contre 76 l'année précédente (-71 %). Le nombre de projets en cours de construction recule de 37 %, à 98, tandis que 79 projets sont à l'arrêt, dont 44 depuis au moins deux ans. La croissance repose donc davantage sur les exportations que sur l'immobilier, longtemps l'un de ses principaux moteurs.

Progression des échanges France-Cambodge à la veille de la visite présidentielle

Selon la Douane cambodgienne, les échanges commerciaux entre la France et le Cambodge ont atteint 488 M USD sur les neuf premiers mois de 2026 (+14,8 % en g.a.). Selon la Douane française, ils ont atteint 1,47 Md USD (+20,5 %). Les exportations cambodgiennes vers la France s'élèvent à 386 M USD et concernent principalement les vêtements, les chaussures, le riz et les produits agricoles. Selon la Douane française, les exportations cambodgiennes ont atteint 1,34 Md USD. Les exportations françaises atteignent 102 M USD, se composant essentiellement de produits aéronautiques, agroalimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques ; 133 M USD selon la Douane française. C'est le fameux effet Rotterdam, la Douane cambodgienne ne sachant pas quel est l'État membre de destination finale de ses exportations. Le Cambodge affiche ainsi un excédent commercial de 284 M USD (1,1 Md USD !). Pour mémoire, le président Emmanuel Macron effectue une visite d'État au Cambodge (14-16 novembre), en marge du XXème sommet de la Francophonie.

Laos

Le Laos développe 47 projets électriques pour approvisionner le Vietnam

Le Laos accélère le développement de 47 projets électriques totalisant 8 260 MW, destinés à l'exportation vers le Vietnam, selon des chiffres présentés par le ministère laotien de l'Industrie et du Commerce. Parmi eux, 13 installations représentant 2 763 MW sont déjà opérationnelles. Les 34 autres, totalisant 5 497 MW, devraient être achevées avant 2030. Ces projets bénéficient de concessions laotiennes et d'accords d'achat d'électricité avec le Vietnam. Leur réalisation reste toutefois conditionnée par l'avancement des travaux, les capacités du réseau et les exigences techniques de raccordement. Cette dynamique s'inscrit dans l'accord bilatéral de janvier 2025, qui vise l'importation par le Vietnam d'au moins 8 000 MW d'électricité laotienne d'ici 2030. Le Laos développe parallèlement l'éolien et le solaire pour diversifier son offre, encore dépendante d'une production hydroélectrique sensible aux conditions hydrologiques en saison sèche.

Le Laos et le Vietnam renforcent leurs paiements transfrontaliers par QR code

Les banques centrales du Laos et du Vietnam ont convenu de renforcer en 2027 leurs services de paiement transfrontalier par QR code et l'utilisation du kip et du dong, selon VietnamPlus du 11 novembre. Lancé le 9 janvier 2025, le dispositif avait enregistré plus de 25 000 transactions à fin octobre 2026. Son extension doit notamment permettre aux ressortissants laotiens de régler leurs dépenses au Vietnam, qu'il s'agisse de tourisme, d'études, de soins ou d'activités commerciales. Les deux banques centrales prévoient d'élargir le réseau de commerçants participants pour faciliter ces usages. En favorisant les règlements en monnaies locales, cette coopération vise à réduire les coûts de transaction et le recours aux devises tierces. Elle accompagne l'objectif bilatéral de porter les échanges commerciaux à 10 Md USD (env. 9 Md EUR) à terme. Le Vietnam apportera également une assistance technique et des formations aux agents de la banque centrale laotienne.

Birmanie

Relèvement de la durée légale de conservation des recettes d'exportation en devises

La Banque centrale de Birmanie (CBM) a annoncé, le 9 novembre 2026, que les entreprises exportatrices peuvent désormais conserver, sur leurs comptes bancaires en devises étrangères, la part de leurs recettes d'exportation destinée à leur propre usage pendant une durée allant jusqu'à 45 jours, contre 30 jours auparavant. Pour rappel, au-delà de cette durée, les devises doivent être converties en kyats. La CBM a indiqué que « cette prolongation vise à offrir aux exportateurs davantage de temps pour demander des licences d'importation et effectuer des paiements à l'étranger, à faciliter les opérations en devises liées aux activités d'exportation et d'importation ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (David AH-VOUN, Marie-Pauline GIRIN, Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI)

Abonnez-vous : david.ah-voun@dgtresor.gouv.fr ; marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr ; gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org.